

ARRETE N° 14788

**AUTORISATION DE VOIRIE : EMPRISE SUR
TROTTOIR**

VU la demande en date du **02 février 2024** par laquelle la société **ETS Rousseau – 360 boulevard des Frères Rousseau – 76550 OFFRANVILLE**, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal par **une emprise sur trottoir place Jean Moulin au droit du n°1 devant la gare SNCF pour des travaux de remplacement d'enseignes, du 14 février 2024 au 21 février 2024.**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2213-6,

VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment l'article L3111-1,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Code de la Route notamment l'article L411-1.

A R R E T E

ARTICLE 1° – Du 14 février 2024 au 21 février 2024, la société ETS Rousseau – 360 boulevard des Frères Rousseau – 76550 OFFRANVILLE est autorisée à occuper le domaine public avec une emprise sur trottoir pour le stationnement d'un camion atelier et d'une nacelle, sous réserve de se conformer aux lois et règlements concernant la voirie.

ARTICLE 2° – Le présent arrêté sera affiché 48h à l'avance à l'emplacement des travaux.

ARTICLE 3° – L'installation visée à l'article 1 sera réalisée avec un balisage de sécurité de part et d'autre de l'intervention de façon à dévier la circulation piétonne.

ARTICLE 4° – La réfection du domaine public devra être effectuée de manière définitive et a pour effet de remettre les lieux en leur état initial et tenir compte de la classe hiérarchique structurelle (trafic lourd, léger, circulation piétonne, etc.).

ARTICLE 5° – La signalisation réglementaire matérialisant les dispositions du présent arrêté sera mise en place par la société **ETS Rousseau – 360 boulevard des Frères Rousseau – 76550 OFFRANVILLE et devra être déposée dès la fin des travaux.**

ARTICLE 6° – L'entreprise s'engage à ne pas détériorer les arbres et leurs racines et en serait tenue pour responsable s'ils dépérissaient dans les deux ans à venir.

ARTICLE 7° – L'ouvrage devra constamment être tenu en bon état d'entretien et de propreté, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Toute affiche indûment apposée devra être enlevée immédiatement. Aucun dépôt de matériel ou de matériaux (outils, accessoires, huile ou graisse, etc...) ne devra être fait aux abords.

Aucune publicité ne pourra être autorisée sur l'ouvrage. Toute publicité qui y sera établie sera en contravention. Elle sera enlevée d'office par l'administration.

ARTICLE 8° – La présente autorisation pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie sans que le permissionnaire puisse demander, ni réclamer, de ce fait, aucune indemnité. Dans ce cas, les lieux devront être remis en leur état primitif aux frais du permissionnaire.

ARTICLE 9° - La présente autorisation ne pourra être affichée sur le mobilier urbain (candélabres, potelets, bancs, poubelles, plaques de rues, bornes, etc.).

ARTICLE 10° – Le permissionnaire sera responsable, tant vis-à-vis de l'Administration que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de son ouvrage ; il conservera cette responsabilité en cas de cession non autorisée de celui-ci.

ARTICLE 11° - Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et les contrevenants poursuivis conformément aux textes réglementaires en vigueur.

ARTICLE 12° - Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de 2 mois à compter de sa date de publication. Il est également possible de saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les 2 mois qui suivent la réponse. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite.

ARTICLE 13° - Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général des Services Municipaux,
- Monsieur le Directeur Général des Services Techniques,
- Monsieur le Commissaire de Police Nationale,
- Monsieur le Commandant de Gendarmerie Nationale,
- Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale,

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Maisons-Alfort, le 05 février 2024.



**Pour le Maire de Maisons-Alfort,
Conseillère Départementale du Val-de-Marne,
Marie France PARRAIN,
Et par délégation,**

Signé électroniquement par : Olivier SOLER
Date de signature : 06/02/2024
Qualité : Direction Générale des Services

MIS EN LIGNE LE 06/02/2024